



MARIE-LAURENCE BERTRAND,
SECRÉTAIRE CONFÉDÉRALE DE LA CGT

« Nous revendiquons de construire le monde dans lequel nous voulons vivre et travailler »

Contre l'austérité, prouver qu'une autre société, qui mette le travail au cœur de l'organisation économique et sociale, est possible : pour la CGT, ces ambitions permettraient de freiner les idées d'extrême droite, favorisées par la désespérance.

Dans chaque profession, sur chaque territoire, sur chaque lieu de travail, la CGT n'a qu'une volonté : être utile, accessible, solidaire. Avec détermination et conviction, nous travaillons au rassemblement, à l'organisation, et à l'intervention du monde du travail sur ses revendications.

Ce dont nous souffrons toutes et tous, travailleur-euse, citoyen-ne, militant-e, c'est de cette parole confisquée et même réprimée, de ce manque de débats, de cette démocratie étriquée.

De quoi a-t-on peur ? Exercer la démocratie, c'est cultiver l'échange, la confrontation, la « dispute » ; il y a tout à perdre à considérer le ou la salarié-e comme un appendice de son outil de travail et tout à gagner à reconnaître les potentialités et capacités humaines, c'est-à-dire la place et le rôle de chaque salarié, sa capacité à ouvrir de nouvelles perspectives !

En ces temps troublés, voilà la tâche que nous nous sommes fixée. Elle est difficile, ambitieuse, exigeante. Elle est surtout déterminante pour transformer la vie au et hors travail et gagner le progrès social permanent. Ainsi la responsabilité de la CGT est de convaincre et démontrer que face à un (des) pouvoir(s) enfermé(s) dans le dogme de l'austérité, il y a la place pour un « autrement ».

Notre responsabilité, c'est d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'accompagner les évolutions soi-disant inéluctables du capitalisme et leurs cortèges de « chômage de masse », hausse de la pauvreté, précarisation du salariat, baisse des garanties sociales, qui font progresser l'injustice sociale... mais au contraire d'imposer d'autres règles, d'autres droits.

La crise économique, sociale, financière, environnementale, que nous subissons depuis tant d'années, se double maintenant d'une crise de la démocratie, une crise morale... une crise des valeurs. Car il s'agit bien de valeurs. Le désespoir, la régression sociale ont de tout temps constitué un terrain particulièrement fertile pour les partis et les forces prônant le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, le repli identitaire. La montée de l'extrême droite, l'imprégnation de ses idées dans la société, et les succès électoraux qui en découlent sont la conséquence directe des choix économiques effectués par les gouvernements successifs, à l'instar des autres pays européens.

Ces choix, nous les condamnons et les combattons ; pas au nom d'une opposition systématique, comme certains tentent de le faire croire, mais parce que nous sommes convaincus qu'ils font courir un danger très grave à notre démocratie.

À l'inverse, la CGT considère que la création de richesse doit servir au progrès de l'humanité... et qu'il y a urgence ! La voie existe pour un développement humain durable facteur de progrès social. Cela passe par des politiques industrielles ambitieuses et respectueuses de l'environnement, des services publics présents sur tout le territoire, l'accès à un emploi de qualité, à une protection sociale, et de nouveaux droits sociaux.

La CGT porte profondément l'objectif de transformation sociale : il s'agit de construire un mode d'organisation sociale visant l'émancipation

de toutes et tous, par et dans le contenu du travail ; il s'agit de faire reconnaître la place de chaque travailleur et travailleuse ; il s'agit de remettre le travail au cœur de l'organisation économique et sociale ; il s'agit de respecter chacun et chacune, quels que soient son origine ou son sexe ; il s'agit de gagner des avancées sociales concrètes qui répondent aux aspirations des salariés de voir leur travail reconnu, mieux vivre à l'entreprise et dans la cité.

La CGT, aux côtés des salariés, veut bousculer la donne. Il est temps d'entendre la voix du monde du travail ! Oui, nous revendiquons de pouvoir dire ce qu'il faut produire, pourquoi et comment ! Oui, nous revendiquons de nouveaux droits d'expression et d'intervention des salariés dans l'entreprise et les territoires ! Oui, nous revendiquons de construire le monde dans lequel nous voulons vivre et travailler, pour aujourd'hui, comme pour demain !

Cette ambition, nous ne la concevons et ne la porterons pas seuls. Par essence, elle fait le choix du collectif, vise le rassemblement, celui des salariés, mais aussi celui du syndicalisme. Notre analyse, notre orientation, nos repères revendicatifs, nous les confrontons chaque jour avec les salariés, pour qu'ils et elles élaborent eux-mêmes leurs revendications, débattent entre eux et avec nous de leur vie au et hors du travail.

Transformation du travail, émancipation, pour et par les femmes et les hommes, égalité des droits de tous pour tous. La voici, notre conception du progrès social ! ★

« CE DONT NOUS SOUFFRONS, C'EST DE LA PAROLE CONFISQUÉE, RÉPRIMÉE, DE CETTE DÉMOCRATIE ÉTRIFIÉE. »